

Comment résoudre la crise politique au Liban ? Les points communs entre le Parti communiste libanais (PCL) et le Courant patriotique libre (CPL)

mardi 12 décembre 2006, par [CPL](#), [PCL](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2006).

Après plusieurs mois de réunions et de discussions concernant la situation qui prévaut au Liban, le Courant Patriotique libre (CPL) et le Parti Communiste libanais (PCL) ont décidé de présenter au peuple libanais leurs points de vue concernant les changements qui doivent s'opérer dans plusieurs domaines. Ils ont publié le communiqué suivant :

Le peuple libanais a réalisé des victoires spectaculaires face aux agressions israéliennes. Il a aussi fait de grands sacrifices afin de pouvoir imposer sa libre décision et son indépendance et de créer ses institutions autonomes. Ces deux faits lui ont permis de mieux tracer la voie menant à la libération de son territoire national et à l'acquisition de son indépendance et de sa souveraineté. Cependant, et malgré tous ces sacrifices et toutes ces victoires, le Liban continue à vivre des crises qui vont s'aggravant, à tel point qu'elles risquent de balayer toutes les réalisations précédentes, surtout que la situation qui prévaut dans la région depuis l'invasion étasunienne de l'Irak ne présage rien de bon.

A la suite de plusieurs réunions entre deux délégations désignées par le CPL et le PCL, des objectifs et des points de vue communs rapprochant les deux partis se sont clarifiés, surtout sur le plan des solutions aux crises qui sévissent dans le pays :

Premièrement, les deux partis considèrent que la majorité actuelle, qui s'était formée dans des circonstances inopinées, tente d'utiliser sa présence au parlement dans un sens contraire à la Constitution, mais aussi en contradiction avec l'Accord de Taëf et avec les nécessités de garantir l'entente nationale sur des problèmes qui concernent le présent et l'avenir de notre pays. Voilà pourquoi les deux partis insistent sur la démission du gouvernement actuel, parce qu'il a perdu sa légalité, qu'il s'est montré incapable de résoudre un seul des problèmes auxquels il fait face et qu'il s'est soumis aux diktats de l'étranger. Ils demandent la formation d'un nouveau gouvernement provisoire, à large représentativité, auquel seront accordées des prérogatives lui permettant de légiférer afin de mettre au point une nouvelle loi électorale moderne, ouverte sur toutes les formes de représentativité, y compris la proportionnelle. Ce même gouvernement supervisera des élections législatives anticipées et aidera à résoudre les crises sévissant dans les trois institutions constitutionnelles : la présidence de la République, le gouvernement et le parlement.

Deuxièmement, Les deux partis trouvent que cette solution préconisée aboutira à ouvrir une brèche permettant de remédier au déséquilibre qui sévit dans le régime politique libanais, dans le sens de la construction d'un régime laïque et démocratique qui unifierait les Libanais sur les bases de l'égalité dans la citoyenneté. Le point de départ d'une telle solution, à la suite de la promulgation et l'application de la loi électorale, serait l'application des clauses de la Constitution concernant le

dépassement graduel du confessionnalisme en politique et l'élaboration d'une culture nationale dans ce sens.

Troisièmement, Les deux partis voient dans les remèdes apportés une base nécessaire pour résoudre les crises économiques et sociales, dont les plus dangereuses sont le chômage, l'endettement et la stagnation, avec tout ce qui en dérive sur les plans de l'appauvrissement et de l'émigration. De plus, la construction de l'Etat de droit aidera aussi à trouver les solutions nécessaires contre la corruption, le gaspillage et les abus de pouvoir qui s'expriment par l'exploitation des biens sociaux dans le sens des intérêts privés et partisans.

Quatrièmement, Les deux partis condamnent tout recours à l'exacerbation des sectarismes confessionnels. Ils demandent de mettre fin à la mobilisation médiatique dans ce sens. Parce que la préservation de la paix civile va dans le sens de l'intérêt national et constitue la seule voie contre la guerre. Elle consolide la situation interne du pays face aux complots extérieurs et permet de trouver les solutions et les réformes nécessaires.

Cinquièmement, Les deux partis refusent la logique et l'usage de l'assassinat politique. Ils demandent à toutes les parties en présences d'entériner le tribunal à caractère international dans un climat d'entente et loin de toute politisation ou position partisane venant tant de l'extérieur que de l'intérieur.

Sixièmement, Les deux partis insistent sur le fait que la crise qui sévit dans les relations libano syriennes doit être résolue dans un esprit de fraternité, d'égalité et de respect de la souveraineté mutuelle des deux pays, loin de toute aliénation aux projets de l'étranger.

Les deux partis aspirent à des actions communes avec toutes les forces qui partagent leur point de vue selon des formes de coopération effectives liées à la situation critique actuelle.